

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/S-opposer-a-la-boulimie-fonciere-d-EDF-pourquoi>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°81 > **S'opposer à la boulimie foncière d'EDF : pourquoi, comment ?**

9 avril 2020

S'opposer à la boulimie foncière d'EDF : pourquoi, comment ?

Forte des perspectives que dessine la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie en matière de prolongation et de développement de la filière nucléaire, EDF SA cherche à augmenter ses réserves foncières, notamment autour de certaines de ses centrales. Des groupes antinucléaires riverains, adhérents ou non du Réseau "Sortir du nucléaire", se sont mis en lien pour échanger leurs informations, soutenir et amplifier les actions locales. Des échanges se dessinent aussi avec des agriculteurs ou des organisations syndicales rurales car si ces terres tombent dans l'escarcelle nucléaire, elles seront à jamais artificialisées et polluées. Ils ont souhaité partager avec les lecteurs de cette revue l'avancement de leur travail sur ce dossier.

Premières alertes en 2018

En mars, le projet de construction d'une piscine centralisée de matières radioactives à **Belleville-sur-Loire (18)** vient d'être annoncé par la presse. Un maire met l'achat récent de 40 hectares de terres jouxtant la centrale en lien avec ce projet. Il s'avérera que 140 hectares sont concernés.

En septembre, les agriculteurs manifestent devant la mairie de **Saint-Laurent-Nouan (41)** contre le projet d'EDF d'acheter 116 hectares de terres agricoles proches de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux.

Dans le Chinonais, lors d'une réunion de protection des espaces naturels et agricoles [1] et au détour d'une phrase d'élus locaux, nous apprenons qu'une importante acquisition de terres agricoles (120 hectares) les contraint en tant que gestionnaires de l'espace. Les opérations sont visiblement déjà entamées depuis plusieurs mois.

Notre coordination **Sortir du nucléaire Loire et Vienne**, reliant les groupes antinucléaires le long de la Loire, permet que ces informations soient très rapidement échangées.

Pourquoi cette opacité autour d'achats de terres ? Ne cherchons peut-être pas au-delà des mauvaises habitudes de la filière, coutumière de la désinformation voire de l'omission pure et simple. Cette

culture du secret semblait révolue avec la loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (TSN) de 2006. En fait, le “secret défense” puis le “secret industriel” se sont enrichis d’un troisième larron : le “secret des affaires”.

Nous obtenons des éléments du dossier (photos et plans sur lesquels apparaissent les limites des parcelles concernées par les achats réalisés par la Safer-Centre, courriers et questionnaires aux propriétaires, rencontres proposées aux propriétaires en mairies). Nous alertons la presse, locale et nationale [2]. EDF, interrogée, répond invariablement qu’elle n’a pas de projet précis.

Nous apprenons par la suite que d’autres sites sont concernés :

- **À Dampierre-en-Burly (45)**, le centre nucléaire de production d’électricité (CNPE) annonce qu’il est à la recherche de 80 hectares.

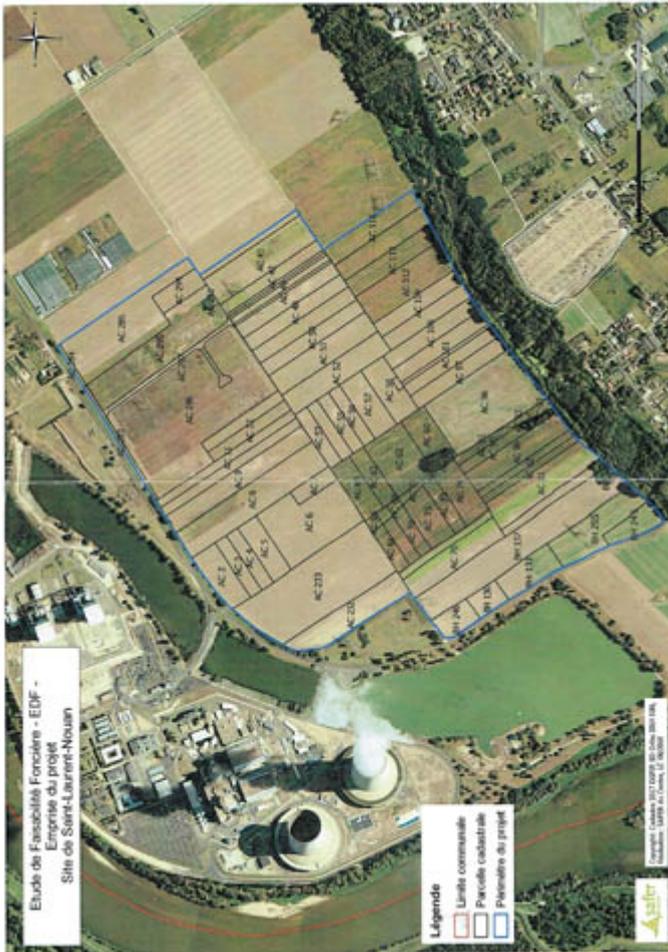


© Coordination Sdn Loire et Vienne

- **Au Bugey (01)**, les militants locaux sont alertés, fin octobre, par des propriétaires terriens qui ont été contactés par la SAFER. Celle-ci, présentant les ambitions d’EDF SA, propose l’achat de leur terrain pour 2 euros le m². EDF, d’ores et déjà propriétaire de plus de 77 hectares en dehors de son site actuel, convoite l’achat de 336 hectares supplémentaires.
- **Cattenom (57)** aussi serait concernée. Ainsi que **Civaux (86)** à hauteur de 40 hectares achetés, soi-disant pour un projet photovoltaïque alors que la réserve foncière déjà acquise y suffirait largement.

Dans le quotidien Paris-Normandie [3], un délégué régional d’EDF laisse entendre que 30000 hectares sont visés par la politique foncière de l’entreprise ! Les achats dont nous avons, jusqu’à présent, connaissance ne s’élèvent qu’à un millier d’hectares. Où sont les autres concernés ?

C’est ainsi que naît un collectif relativement informel, qui met en lien ses informations et mène des actions.



© Safer - Plan parcellaire autour de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux

Annonces de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie

Les annonces du chef de l'État fin novembre 2018, confirmées par la présentation de la "petite loi énergie" en février 2019, donnent les grandes lignes de l'orientation à venir. La prolongation et la "rénovation" de la filière y sont affirmées.

Cela implique la poursuite du grand plan de rénovation des installations nucléaires, appelé également grand carénage, la création de nouveaux lieux de stockage de matières et déchets radioactifs, la construction de nouveaux réacteurs... et donc, pour EDF, un besoin accru de réserves foncières. Il nous semble capital d'attirer l'attention sur le lien entre ces achats de terres et l'avenir de la filière.

Modalités et élargissement de l'action

Agir **localement**...

À Saint-Laurent-des-Eaux (41) nous nous rapprochons en particulier de deux agriculteurs qui exploitent 86 hectares des 116 hectares visés. Ils sont adhérents du syndicat agricole "Jeunes Agriculteurs". Sans être antinucléaires, ils acceptent de nous recevoir et semblent très motivés pour ne pas laisser leurs terres à EDF. Le 13 décembre, lors de la "concertation publique" relative au prolongement des réacteurs de 900 MW, Sortir du nucléaire 41 et le Comité Bure 41 dénoncent, devant la salle où se déroule la rencontre, ces achats de terres. Une cinquantaine de personnes sont présentes, en particulier des adhérents de la Confédération Paysanne 41 et les deux jeunes agriculteurs que nous avons déjà rencontrés. Depuis janvier 2019, deux grandes banderoles sont installées le long des principaux axes routiers, dans des champs d'agriculteurs sympathisants et des

contacts plus formels ont été établis avec la Confédération Paysanne 41.

Les autres groupes ont aussi pris contact avec des instances agricoles de leur département. Tous ont envoyé des lettres recommandées aux SAFER régionales et aux délégations régionales d'EDF SA pour obtenir le texte de la convention qui lie l'électricien et les SAFER. Lettres à ce jour restées sans réponse !

La Confédération Paysanne 37 [4] organise près de **Chinon** une mobilisation le 25 janvier, tandis qu'une réunion publique d'information se tient à Metz (proche du site de **Cattenom**) le même jour.

Dans l'Ain, **SDN Bugey** soutient les quelques propriétaires qui n'acceptent pas l'augmentation des surfaces consacrées au nucléaire et les aide à s'organiser. Le 12 novembre, lors de la réunion de la Commission locale d'information (CLI), EDF interrogée sur ces achats de terre avait noyé le poisson, invoquant des projets d'énergie renouvelable. Depuis, le directeur du CNPE de Bugey a dit, en réunion publique, qu'il est demandeur d'EPR ! Avec ces achats de terre EDF SA pourrait construire au Bugey jusqu'à quatre réacteurs EPR tout en agrandissant son Installation de Conditionnement et d'Entreposage de Déchets Activés (ICEDA) et même créer un stockage de déchets faiblement radioactifs, compte tenu de la saturation prochaine des sites existants



© Coordination Sdn Loire et Vienne - Confédération Paysanne - Chinon

...et **nationalement**

Une pétition [5], dont l'objet principal est de rendre publique cette question tout en l'accompagnant d'actions et de réunions d'informations, est lancée et relayée par le Réseau "Sortir du nucléaire".

Nous sommes entrés **en relation avec des organisations agricoles**. Certaines se montrent réceptives : c'est le cas de **Terres de Liens** [6], de la **Confédération Paysanne** qui écrit à François de Rugy pour obtenir aussi cette fameuse convention et qui a organisé le 26 février une mobilisation sur cette thématique au Salon de l'Agriculture.

La presse nationale s'y intéresse. Après Reporterre, puis le Parisien, c'est l'hebdomadaire Challenges qui vient de prendre contact avec nous.

Nos positions

Bien évidemment nous ne manifesterions pas la même opposition aux projets qui seraient la conséquence d'une décision d'arrêt du nucléaire et d'une programmation de sa sortie (démantèlement, stockages sur place, etc.), et de développement des renouvelables sur des terres non agricoles. Par contre, nous sommes farouchement opposés à la prolongation, lourde de risques, de la filière ainsi qu'aux nouveaux réacteurs.

Vu les espaces considérables déjà occupés par le secteur nucléaire, et sachant que tous sont à jamais contaminés, nous exigeons que toutes nouvelles activités soient programmées sur le foncier actuellement utilisé par cette industrie, et en priorité sur ses friches présentes et à venir.

Nous exigeons enfin que toute acquisition de terres agricoles, au nom de projets d'intérêt public, soit clairement annoncée et explicitée et non menée dans l'ombre.

Élargir l'information, accroître la mobilisation, voilà ce à quoi nous nous employons. En attendant d'autres idées d'actions qui... commencent à germer.

Texte collectif co-rédigé par :

ACEVE, Comité Bure 41, Comité de soutien à Bure-Metz, SDN Berry-Giennois-Puisaye, SDN Bugey, SDN Moselle, SDN Touraine, SDN 41.

Pour toute demande ou proposition, nous contacter à l'adresse : **desterres-pasdunucleaire@tutanota.com**

Notes

[1] CDPENAF : Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers

[2] <https://reporterre.net/Dans-le-Centre-EDF-cherche-mysterieusement-a-acheter-des-terrains>

[3]

www.paris-normandie.fr/accueil/sur-la-cote-d-albatre-edf-lorgne-sur-des-terres-agricoles-IM14185049

[4]

<https://indre-et-loire.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=8570&PHPSESSID=7s1d6jhht5cto5bsuh67to3o03>

[5] www.cyberacteurs.org/cyberactions/stopalachatdeterrespardf-2691.html

[6] <https://terredeliens.org/titre-actu-2019-01-11-09-59-01> ?